



## LÉGISLATIVES 2022

# De grands duels attendus dans plusieurs circonscriptions

Dans de nombreuses circonscriptions, les candidats ayant un poids électoral quantifiable à leur forte popularité vont s'affronter aussi bien pendant la campagne électorale à partir du 23 juin à minuit que dans les urnes les 4 et 10 juillet.

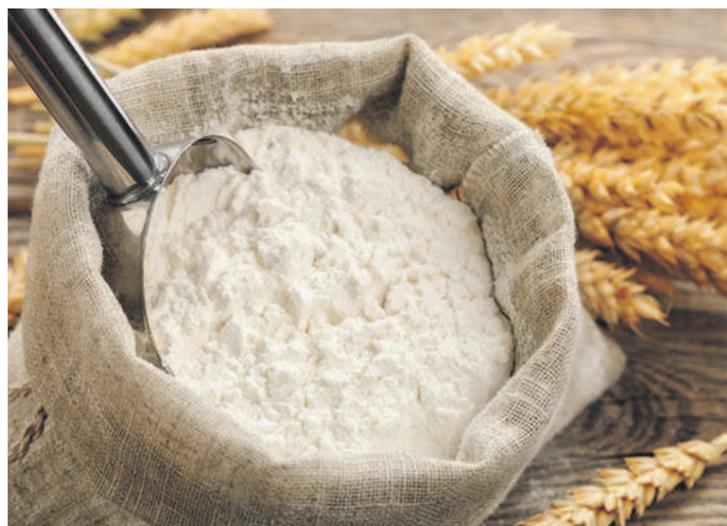
De grands duels sont attendus notamment à Mouyondzi (Bouenza), Mayama et Vindza (Pool), Brazzaville, Kellé et Etoumbi (Cuvette Ouest), Impfondo I et Bouanéla (Likouala), Ngo (Plateaux), Mossaka 1 et Makoua (Cuvette).

Page 2



## HAUSSE DU PRIX DE LA FARINE DE BLÉ

# Le gouvernement va rembourser les minotiers



Le ministre d'Etat en charge du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, Alphonse Claude Nsilou, a rassuré, dans une correspondance datant du 15 juin, le collectif des minotiers de la République du Congo, du paiement par le gouvernement des frais dus à la hausse du prix de la farine de blé sur le marché international. Une commission interministérielle Commerce-Finances procédera à la validation des montants déclarés par les minotiers en vue de leur remboursement.

Page 5

## HANDBALL

# Les championnats nationaux seniors annoncés pour mi-juillet



Les représentants des clubs assistant au tirage au sort Adiac

La Fédération congolaise de handball (Fécohand) a dévoilé, le 15 juin, après le tirage au sort, la date du début de la 51e édition des championnats nationaux seniors messieurs et dames.

La combinaison des dames a donné deux poules de quatre équipes chacune. Chez les messieurs, le tirage au sort, organisé pour la première fois depuis plus de dix ans, a aligné trois groupes de quatre équipes.

Page 13

## AIRES PROTÉGÉES

# L'Afrique centrale préoccupée par la gestion durable de la faune

Des experts en matière de conservation et de gestion durable des aires protégées d'Afrique centrale se réunissent à Garoua, au Cameroun, pour réfléchir sur les mécanismes visant à renforcer leurs capacités pour mieux faire face aux menaces croissantes et aux défis liés à la conservation de la biodiversité dans la sous-région.

Organisée par l'Ecole de faune de Garoua, en collaboration avec le Programme d'appui pour la préservation de la biodiversité et les écosystèmes fragiles, et le Projet régional GIZ, cette formation met un accent particulier sur l'utilisation des nouveaux outils de suivi écologique et la lutte contre la criminalité faunique aux frontières.

Page 7



## EDITORIAL

# Mines

Page 2

## ÉDITORIAL

## Mines

Le secteur minier qui a fait l'objet d'une grande attention des pouvoirs publics et attiré des partenaires étrangers se cherche encore. Dans la perspective d'en assurer le décollage, des permis de prospection et de recherche avaient été octroyés à des investisseurs étrangers dans le massif du Chaillu, la haute Sangha et dans l'extrême Nord-Ouest.

Les projets de grande ampleur censés accompagner cet élan n'ont pu aboutir, excepté quelques-uns. Les causes sont en partie liées à la crise financière, mais aussi à la complexité de l'activité et le cadre légal qui traduisent jusqu'ici la faible contribution de l'industrie minière dans l'économie nationale.

L'adoption attendue du nouveau Code minier aura pour avantage d'attirer des investisseurs capables d'accroître le volume des exportations dominé par le pétrole avec plus de 80%. Pour tenter d'inverser la tendance, un accent particulier avait été mis sur le développement de quelques projets structurants. Il s'agit des gisements de fer de Zanaga et de Mayoko dont l'exploitation amorcée n'a guère tenu ses promesses.

Ces échecs s'expliquent en partie par le fait que le Congo, dépourvu d'une grande tradition minière, souffre de l'absence d'un secteur privé national digne de valoriser son important potentiel minier. Relever le défi du développement de l'industrie minière passe aussi par la formation de cadres dans les filières dédiées.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## LÉGISLATIVES 2022

## Des grands duels attendus dans plusieurs circonscriptions électorales

Dans de nombreuses circonscriptions, les candidats ayant un poids électoral, c'est-à-dire une forte popularité, vont s'affronter aussi bien pendant la campagne électorale que dans les urnes, le 4 et 10 juillet prochains. C'est ce que l'on appelle les grands duels.

A Mouyondzi dans la Bouenza, l'ancienne députée Claudine Munari revient en force, après cinq ans d'éclipse, pour défendre les couleurs du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail. Elle aura pour adversaires le député sortant Michel Mboussi Ngouari (MNL) et Jacqueline Lydia Mikolo qui se présente sous le label du Parti congolais du travail (PCT).

Quant à Rigobert Maboundou du PCT, il sera à Mfouati, face à deux indépendants qui, à première vue, ne semblent pas avoir un poids électoral. Pendant ce temps, Victor Tamba-Tamba de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) sera au coude-à-coude avec Jean Sibaly du PCT, à Kingoué.

Dans le département du Pool, le district de Mayama se prépare à accueillir le candidat Philippe Ané du Conseil national des républicains (CNR) du pasteur Ntumi. Les observateurs affirment que le terrain paraît favorable à Clovis Pierre Mbahouka Kouba de l'Union pour les démocrates humanistes (Udh-Yuki), parti de feu Guy Brice Parfait Kolelas. Dans la même circonscription, un Congolais de la diaspora, Roger Ndokolo, bien connu des natifs de la contrée, est également candidat indépendant sans oublier Bertrand Prince Bahamboula qui va défendre les couleurs du PCT.

Rosalie Matondo du PCT, quant à elle, doit se préparer pour affronter Etienne Tsindilamio de l'Udh-Yuki dont les sondages lui donnent favori, selon les sources proches de Loumo. Adelaïde Mougany (PCT), Jean Antoine Chris Walembault (Codema), Dieudonné Kilamou (Udh-Yuki) et Jean Claude Miamkangamani (CNR) vont solliciter les suffrages de la population de Mindouli. Il en est de même de huit autres candidats inscrits dans la circonscription électorale de Vindza dont deux ont les faveurs des pronostics, notamment Patience Antignac Matsima Biayenda (Udh-Yuki) et Nazaire Mbama (PCT).

A Brazzaville, les premier, deuxième et huitième arrondissements, Makélékélé, Bacongo et Madibou, battent le record en ce qui concerne le nombre de candidats inscrits par circonscription électorale. De même que les duels s'annoncent intéressants. L'ancien député Joseph Badiabio (Udh-Yuki) se dispute la deuxième circonscription de Makélékélé avec Amedée Gontran Salabandzi, pendant que Roméo Ulrich Kolelas (indépendant) sera face à treize autres candidats à Makélékélé 4.

L'ancien député Jean Lounana Kouta (PCT) revient en force dans la première circonscription de Bacongo. Il sera face à l'ancien député Tanguy Fouemina du Rassemblement citoyen, Préférence Gérard Matsima (Udh-Yuki) et Maixent Serge Kolelas Bakana (indépendant).

A Bacongo II, Osdet Vadim Mvouba (PCT) tente sa première chance face à cinq candidats indépendants et Gildas Joseph Régis Kibozi (Udh-Yuki). Dans la troisième circonscription de Poto-Poto, Elvis Freddy Denguet Attiky (indépendant) affronte le député sortant Patrick Constant Ferréol Gassaky (PCT). Dieudonné Bantsimba (PCT), Mélanie Mouelet (Upads) et trois indépendants vont prendre la course pour solliciter les suffrages des électeurs de Mfilou II.

Au niveau de la Cuvette Ouest, on peut noter deux circonscriptions électorales sur six que compte ce département où il y aura de la surchauffe : Kellé avec le député sortant Thierry Hobié (PCT) qui sera face à Richard Ossa (indépendant). A Etoumbi, on va assister au duel Philippe Ossalassala (indépendant) et le député sortant Charles Gamfouomo (PCT).

Dans la Likouala, notamment à Impfondo commune, le député sortant Alain Moka (PCT) sera face à Edgard Serge Malanda Ndoudi (indépendant), pendant qu'à Bouanéla, Hyppolite Seko (PCT), John Chrysostome Kégnolot (indépendant), Raymond Ebonga (indépendant), Charles Mioossiombé Monkembé (UDH-Yuki), Jacques Bompékou (PCAP), Igor Bohongo Pendzele (indépendant) vont se mesurer de popularité.

Les duels des Plateaux ne sont pas trop rudes. A Ngo, le député sortant Digne Elvis Okombi Tsalisan (UMP) a pour adversaire Didier Éric Gongarad Nkoua (UPDP). A Gamboma, Djambala commune, Ollombo 1, les candidats Hugues Nguoulondélé, Josué Rodrigue Ngouonimba et Bruno Jean Richard Itoua n'ont pas d'adversaires coriaces.

Même chose dans presque plusieurs circonscriptions électorales de la Cuvette. Peut-être à Mossaka 1 où Oscar Otoka (PCT) affrontera l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 2021, Dave Uphrem Mafoula (indépendant). De son côté, le député sortant de Makoua, Firmin Ayessa (PCT), sera face à deux indépendants Moktar Ongonmoko et Rufin Philippe Oniangué.

*Roger Ngombé et Guynelvie Boungou (stagiaire)*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé  
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nonzoi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## HYDROCARBURES

## La compagnie italienne Ludoil Energy veut investir au Congo

La société Ludoil Energy négocie l'acquisition des permis pétroliers de Loango II et Zatchi II. Le président fondateur du groupe, Donato Ammaturo, a été reçu à ce propos, le 14 juin à Brazzaville, par le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua.



Les deux parties lors de la séance de travail/DR

Le groupe italien opère dans le secteur des produits pétroliers, principalement dans la logistique et la distribution. Il est le fournisseur des principaux aéroports de l'Italie ainsi que les sociétés navales. D'après Donato Ammaturo, son groupe dispose de réseaux de distributions, avec quatre actifs côtiers pour la distribution et la réception des pro-

duits pétroliers. « Notre intérêt est focalisé sur la partie amont pétrolier. C'est ainsi que nous avons demandé à rencontrer le ministre de façon institutionnelle pour contrôler quelles sont les opportunités que ce grand pays peut nous offrir. Et dans le cas où il y aurait des opportunités, nous serions vraiment très contents de pou-

voir les accueillir et faire un parcours avec les institutions congolaises », a déclaré l'homme d'affaires italien.

Si la discussion entre la compagnie Ludoil Energy et les autorités congolaises aboutit, elle portera à deux, en plus d'ENI Congo, le nombre des sociétés pétrolières italiennes exerçant dans le pays.

**Fiacre Kombo**

## INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE

## Le Congo et le Cameroun vont accroître leurs échanges commerciaux

En mission de travail à Yaoundé, la ministre congolaise de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a été reçue le 14 juin par le président camerounais, Paul Biya. La question d'intégration sous-régionale et la crise alimentaire ont été au centre de la rencontre.

La ministre congolaise de l'Économie portait le message du président Denis Sassou N'Gusso adressé à son homologue camerounais. La République du Congo et le Cameroun entretiennent d'excellentes relations bilatérales, y compris des échanges commerciaux denses des produits de première nécessité. Les deux pays sont membres de deux importantes organisations sous-régionales, à savoir la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

« Pour cette raison, nos deux chefs d'Etat doivent se concerter régulièrement. Le monde fait face à la crise alimentaire née du problème qui oppose deux États en Europe et cette actualité fait qu'aujourd'hui les deux chefs d'Etat échangent régulièrement sur d'autres questions. C'est pourquoi, le président m'a chargée d'un message à l'endroit de la plus haute autorité du Cameroun », a indiqué Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Elle s'est montrée rassurante au sortir de l'audience, évoquant des discussions fructueuses qui témoignent de la qualité de la coopération entre les deux pays voisins.

**F.K.**

## PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

## La société civile appelée à jouer pleinement son rôle

Le président de l'organisation non gouvernementale Eveil d'Afrique, Ugain Hamed Kaya Mikala, a souligné, le 15 juin à Brazzaville au cours d'une conférence de presse, la nécessité pour la société civile de jouer un rôle important dans la lutte contre certaines situations environnementales telles que les érosions, l'affaissement du sol, les inondations et l'insalubrité.

S'exprimant sur les cinquante ans de la Journée mondiale de l'environnement (JME) et les perspectives de l'agenda 2063 de l'Union africaine sur le développement de l'Afrique, le président d'Eveil d'Afrique pense qu'il est important pour la société civile d'être un véritable vivier de connaissances, de compétences et d'intelligence. Pour ce faire, elle devrait être disposée et disponible à accompagner le gouvernement si possible dans la quête d'un bon vivre environnemental. « La société civile n'est pas le complice de l'Etat et surtout pas son opposant mais plutôt un partenaire social et de développement. Un partenaire fiable pour la sensibilisation, la communication et la matérialisation des projets de développements », a déclaré Ugain Hamed Kaya Mikala, annonçant l'organisation sous peu du Forum sous-régional de la société civile sur les enjeux du Bassin du Congo par l'Organisation internationale de la francophonie.

Soulignant l'importance de mutualiser les efforts dans la lutte contre les changements climatiques, il a émis le vœu d'avoir une société civile plus active, mieux formée et surtout plus engagée. La société

civile doit, a-t-il dit, être impliquée dans les grandes stratégies nationales de développement durable. Faisant le bilan des cinquante ans de la JME, notamment sur la politique environnementale au Congo, Eveil d'Afrique a déclaré que sur le plan climatique, les émissions sont assez faibles. En effet, sur le plan écosystémique, le pays dispose de 65% de couvert forestier national et des tourbières séquestrant du carbone. Selon lui, l'engagement politique, marqué par une véritable implication du gouvernement sur les questions climatiques, fait du Congo un modèle dans la sous-région Bassin du Congo.

### Les sept aspirations des Africains pour l'agenda 2063

« Mais, il faut noter que dans les cités urbaines Brazzaville et Pointe-Noire, l'on note des problèmes d'assainissement et de voiries urbaines qui sont réellement devenues des véritables questions pour la santé de la population. Cette situation inquiétante doit attirer l'attention des organisations non gouvernementales de préservation de l'environnement que nous sommes. Il est donc pour nous un devoir de nous activer », a alerté le pré-



Ugain Hamed Kaya Mikala animant la conférence de presse/Adiac

sident d'Eveil d'Afrique. S'agissant de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, il a sollicité l'implication de la société civile pour combler les sept aspirations des Africains. Il s'agit, entre autres, d'avoir une Afrique prospère ayant pour base la croissance inclusive et le développement durable ; un

continent intégré, politiquement uni sur la base des idéaux du panafricanisme et de la vision de la renaissance; une Afrique de bonne gouvernance, démocratique, respectant les droits de l'homme, la justice et la primauté du droit. Les autres aspirations étant une Afrique pacifique et sûre ; une

Afrique avec une forte identité culturelle, un patrimoine, des valeurs et une éthique commune ; une Afrique dont le développement est dirigé par ses citoyens, en comptant sur le potentiel de sa population, en particulier les femmes et les jeunes, et la prise en charge des enfants. La dernière aspiration sera de considérer l'Afrique comme acteur et partenaire mondial fort, uni, résistant et influent.

« Outre l'Acte constitutif de l'Union africaine, l'Agenda 2063 est établi sur la vision de l'Union africaine, le 50e anniversaire de la Déclaration solennelle, les sept aspirations, des plans nationaux ainsi que des cadres régionaux et continentaux à partir desquels des objectifs spécifiques, des domaines prioritaires et des stratégies ont été développés pour faciliter leur réalisation », a conclu Ugain Hamed Kaya Mikala.

Instituée par les Nations unies depuis le 5 juin 1972, la JME est une occasion de sensibiliser et de prendre des initiatives pour répondre aux défis urgents, qu'il s'agisse de la pollution marine, du réchauffement climatique, de la consommation durable ou de la criminalité contre la vie sauvage.

**Parfait Wilfried Douniama**



### APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

#### Recrutement d'un Consultant en Gestion Financière (CGF) pour le Bureau de la Banque Mondiale en République du Congo

Le Bureau de la Banque Mondiale en République du Congo, dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, entend procéder à la sélection d'un Consultant en Gestion Financière (CGF).

##### Objectifs de la mission et méthodologie

Le Consultant en Gestion Financière (CGF) effectue des tâches principalement axées sur des fonctions spécifiques au projet telles que la conformité fiduciaire, la qualité à l'entrée du travail sur l'évaluation de la gestion financière, le renforcement des capacités et l'évaluation de la conformité aux clauses de prêt et/ou don.

Au cours de la préparation du projet, le CGF évalue les dispositifs de gestion financière proposés afin d'identifier les éventuelles faiblesses et de déterminer les risques qu'ils présentent. Le CGF conseille les chargés de projet sur les mesures d'atténuation des risques pertinentes et conseille l'Emprunteur sur la conception des arrangements de gestion financière appropriés, en se concentrant sur le développement de la capacité de l'agence d'exécution. Il/elle convient avec l'emprunteur du format et du contenu des rapports financiers intermédiaires (RFI) et des états financiers audités à fournir tout au long de la mise en œuvre du projet, la préparation des TDRs d'audit ainsi que de leur portée et du processus de sélection de l'auditeur. Pour tous les projets, au stade de la préparation, le CGF est chargé de (a) mener l'évaluation en Gestion Financière, (b) apporter des contributions au document d'évaluation du projet (« Project Appraisal Document (PAD) ») et (c) apporter des contributions au dossier de négociation du projet sur la section gestion financière, selon les besoins.

##### Rôles et Responsabilités

Sous la responsabilité directe du Spécialiste Principal en Gestion Financière, le CGF travaillera sur les projets et programmes financés par la Banque mondiale en République du Congo, et interviendra sur les aspects relatifs à la gestion financière qui lui seront confiées, et qui sont liés aux opérations de la Banque mondiale, y compris la documentation et le suivi de la mise œuvre des recommandations des missions d'appui à la mise en œuvre des projets. Il s'agira notamment (liste non exhaustive), de :

- ❖ Procéder à des évaluations de la capacité de gestion financière des entités chargées de la mise en œuvre des projets ;
- ❖ Effectuer des missions d'appui à la mise en œuvre pour s'assurer que les projets sont exécutés en conformité avec les règles acceptables de gestion financière et fournir des contributions pour les aides mémoires et les rapports sur la mise en œuvre des projets ;
- ❖ Examiner les rapports financiers intérimaires non audités (RFI), les états financiers annuels, les rapports d'audits incluant les lettres de recommandation et autres rapports spéciaux reçus ; et faire le suivi du respect des clauses de gestion financières spécifiées dans les conventions de financement des projets ;
- ❖ Et effectuer toute autre activité liée à la gestion financière (conduire des revues approfondies des dépenses ; évaluer la capacité en gestion financière de l'Emprunteur ainsi que son système de reporting lors de la préparation de nouveaux projets, suivre les décaissements et participer aux ateliers de revue de la performance du portefeuille ; etc ...) demandé par les Spécialistes en Gestion Financière ou le Chef de l'Unité Gestion Financière de la Banque mondiale.

**NB :** Le CGF est appelé à apporter un appui au Spécialiste Principal en Gestion Financière, et

Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services.

##### Profil du consultant

Le consultant devrait idéalement être un comptable de profession avec de préférence, une expérience avérée en comptabilité, gestion administrative et financière, et des années d'expérience post-qualification en gestion financière. De manière résumée, les candidats doivent remplir les critères ci-après :

- Un diplôme supérieur (Bac + 5 au moins) en comptabilité, audit, finance, contrôle de gestion, économie ;
- Avoir au moins cinq (05) années d'expériences professionnelles en gestion administrative et financière, audit et une bonne connaissance des normes comptables internationales et des normes internationales d'audit dans une entreprise privée, ou un projet de développement sur financement extérieur ;
- Une expérience des systèmes et procédures d'audit interne et de contrôle interne (y compris connaissance du COSO), avec la capacité d'évaluer ces systèmes et de recommander des mesures correctives si nécessaire ;
- Une bonne compréhension de l'examen des états financiers, y compris des états qui lient les informations financières aux informations non financières ;
- Une expérience en audit, y compris l'évaluation des compétences des auditeurs, et la capacité d'analyser l'impact des rapports d'audit qualifiés et des faiblesses découlant des lettres de recommandations.
- Des expériences et connaissances des procédures de décaissement, de gestion financière et de reporting des projets financés par les Bailleurs de Fonds (y compris de la Banque mondiale) serait un atout ;
- La maîtrise du français et une connaissance pratique de l'anglais sont essentielles.
- La capacité à voyager fréquemment à l'intérieur du Congo, une bonne relation interpersonnelle ; et démontrer de l'autonomie et capacité à travailler avec les équipes multiculturelles de projets sans grande supervision.
- Un diplôme d'expertise comptable (ACCA, DEC, CPA, CA ou équivalent) serait un atout considérable.

##### Composition du dossier et dépôt

Les candidats intéressés doivent fournir par voie électronique les pièces ci-après :

- Une lettre de motivation ;
- Un CV détaillé incluant trois (3) références professionnelles ;
- Une copie légalisée du/des diplômes ;
- Une copie des attestations de travail et autres justificatifs professionnels figurant dans le CV

Les candidatures devront être déposées à l'adresse électronique suivante : [CG\\_FM\\_STC\\_Recruitment@worldbank.org](mailto:CG_FM_STC_Recruitment@worldbank.org) ; au plus tard **30 juin 2022**. (La taille consolidée de tous les fichiers ci-dessus ne doit pas dépasser cinq (05) MB [Mégaoctets] a la transmission)



#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL POUR LE RECRUTEMENT D'UNE AGENCE CONSEIL EN MARKETING ET COMMUNICATION

N°001/ECG/DG/2022

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un Appel d'Offres National pour le recrutement d'une Agence Conseil en Marketing et Communication qui aura la charge de l'accompagner à réverbérer le potentiel de ses différents produits sur le marché bancaire.

Le dossier d'appel d'offres est à retirer à son siège social **sis au croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar, Centre-Ville Brazzaville.**

Les offres signées et cachetées peuvent également être envoyées par courrier électronique au plus tard le **30 juin 2022 à 16heures 00** aux adresses ci-dessous :

- [nelenga@ecobank.com](mailto:nelenga@ecobank.com)
- [adossou-yovo@ecobank.com](mailto:adossou-yovo@ecobank.com)

Fait à Brazzaville, le 10 /06/2022

La Direction Générale



#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LA MAINTENANCE CURATIVE DU MATERIEL DE SECURITE ELECTRONIQUE

N°002/ECG/DG/2022

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un Appel d'offres National pour la sélection d'un prestataire pour la maintenance curative du matériel de sécurité électronique.

Le dossier d'appel d'offres est à retirer à son siège social **sis au croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar, Centre-Ville Brazzaville.**

Les offres signées et cachetées peuvent également être envoyées par courrier électronique au plus tard le **30 juin 2022 à 16heures 00** aux adresses ci-dessous :

- [EDick@ecobank.com](mailto:EDick@ecobank.com)
- [GBOUHOYI@ecobank.com](mailto:GBOUHOYI@ecobank.com)

Fait à Brazzaville, le 10 /06/2022

La Direction Générale

## HAUSSE DU PRIX DE LA FARINE DU BLÉ

## Le gouvernement va supporter le gap

Pour garantir le prix et le poids du pain ainsi que celui du sac de farine en République du Congo, le gouvernement a accepté de rembourser aux minotiers le montant au-dessus du prix d'achat. La somme correspondant au dernier stock s'élève à 204 000 000 FCFA.

« Nous avons retenu, avec le ministre des Finances, l'option du remboursement du montant au-dessus du prix d'achat du blé qui fait l'objet de la hausse importante à l'international », a indiqué le ministre du Commerce et de la Consommation, Alphonse Clause N'Silou, dans une note publiée le 15 juin, à l'intention du Collectif des minotiers de la République du Congo.

« Le ministre des Finances va procéder rapidement au remboursement de ce montant aux minotiers, bien sûr, après validation dudit montant par une commission interministérielle Commerce-Finances », a poursuivi le ministre du Commerce.

Concernant la période allant de juillet à décembre 2022, il est demandé aux vendeurs de farine de travailler avec les directeurs généraux du commerce chargés de suivre cette question, en vue d'estimer le montant du gap à rembourser, relatif aux quantités qu'ils auront à importer au cours de cette période, pour couvrir les besoins du pays.

« Ce montant devra être communiqué au ministre des Finances avant la fin de cette semaine. Il fera également l'objet de validation par la commission interministérielle avant paiement », a conclu Claude Alphonse N'Silou.

Lopelle Mboussa Gassia

## ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

## Plus de cent femmes formées dans l'entrepreneuriat

Les femmes exerçant des activités génératrices de revenus et promotrices des microentreprises ont reçu, le 16 juin à Brazzaville, des certificats après une formation d'un mois, organisée par l'association Leb Congo, avec l'appui financier de l'ambassade des Etats-Unis.

La remise officielle des certificats aux récipiendaires a marqué la clôture de la deuxième édition de la formation à l'entrepreneuriat, couplée au lancement de la troisième édition inscrite dans le cadre du Programme de renforcement des compétences entrepreneuriales des femmes.

Au total, cent femmes venues de Pointe-Noire et Brazzaville ont pris part à la formation. Elle a été un moment d'échange, de rencontres et de collaboration entre les femmes œuvrant pour le développement du pays en vue de les aider à consolider leurs connaissances en leadership et en entrepreneuriat.

Le directeur général de l'association Leb Congo, Habib Toutou, a rappelé la place de la femme dans le processus de développement d'un pays. « Les femmes représentent 52 % de la population congolaise, et 54 % d'activités commerciales sont tenues par les femmes », a-t-il indiqué.

L'ambassadeur des Etats-Unis au

Congo, Eugène Young, pour sa part, a renchéri que le progrès économique qui conduit à l'amélioration des conditions de vie passe par la femme. D'après lui, les femmes sont le socle qui soutient les économies dans les moments difficiles et qui engendrent l'élan de prospérité.

**Les femmes représentent 52 % de la population congolaise, et 54 % d'activités commerciales sont tenues par les femmes »,**

De son côté, le directeur général de la Promotion de la femme, Alain Hyppolyte Delon Issié, a émis le souhait de la modernisation de son administration. Il s'agit notamment

de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des structures du ministère avec la formation du personnel sur les diverses thématiques du genre, l'équipement en matériel informatique et mobilier ; Par ailleurs, il a assuré l'association que leur programme intègre le programme 5 de l'axe stratégique 2 de la politique nationale genre portant sur l'entrepreneuriat féminin axé sur l'encadrement et l'accompagnement des femmes entrepreneures afin de promouvoir leur classe.

Alain Hyppolyte Delon Issié a exhorté les apprenants de la troisième édition à suivre avec intérêt les échanges avec les facilitateurs qui sont un moyen d'enrichissement.

Après avoir reçu son certificat de fin de formation, Pharnelle Mondésire Ikando a témoigné sa satisfaction d'avoir bénéficié des enseignements sur l'entrepreneuriat, la gestion ainsi que le leadership au féminin pour s'affirmer dans la société.

Lydie Gisèle Oko

## ATTÉNUATION DES IMPACTS CLIMATIQUES

## Le Congo veut lutter pour la bonne gestion des tourbières

C'est l'une des propositions émises lors de l'atelier de lancement du projet de conservation et de gestion durable des tourbières du Congo qui s'est tenu en fin de semaine dernière, à Brazzaville.

Le projet financé par l'Initiative internationale sur le climat, sous l'égide du ministère fédéral allemand pour l'environnement, la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire et protection des consommateurs, et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) via l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avait pour objectif d'aider la République du Congo à atténuer les impacts du climat et du développement sur la biodiversité et le carbone dans le paysage du lac Télé.

Le but visé par les Objectifs de développement durable (ODD), a indiqué la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, coordonnatrice technique de la Commission climat du Bassin du Congo (CCBC), au terme des travaux de l'atelier de lancement du projet de conservation et de gestion durable des tourbières du Congo, est de mettre fin à la pauvreté, de protéger la planète et d'assurer la prospérité de tous. Ce qui explique les



La ministre de l'Environnement clôturant l'atelier/DR

efforts à fournir en vue de l'alignement de la gestion durable des tourbières avec ces ODD. « Il s'agit pour nous de nous impliquer à tous les échelons afin que l'utilisation des tourbières soit compatible avec l'objectif de protection de l'environnement. N'oublions pas que la population riveraine des tourbières du Lac télé vit en harmonie avec ce milieu naturel et a développé des savoirs traditionnels qui lui permettent de protéger durablement

l'environnement », a déclaré la ministre.

Pour Arlette Soudan-Nonault, les cinq axes visés de ce projet, à savoir l'environnement favorable ; la biodiversité et habitat ; l'eau et climat ; les tourbières et écosystème ; le renforcement des capacités et gestion des connaissances ont été laborieusement explorés, ce qui, à n'en point douter, a conduit à contribuer efficacement à l'agencement de ce projet. « Je ne saurais terminer mon propos sans vous

réitérer, au nom de Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo, chef de l'État, président de la CCBC, mes sincères remerciements pour votre participation active à cet atelier. Comme vous le savez, ces tourbières du Bassin du Congo constituent l'un des plus grands puits de carbone du monde, par conséquent, nous devons lutter solidairement pour le bien-être des générations futures en les conservant durable-

ment », a-t-elle conclu.

A l'issue de cet atelier, les participants ont compris que les tourbières du Congo ont une valeur mondiale. Les nouvelles informations pertinentes sur ces tourbières montrent le besoin d'approfondir les recherches. C'est ainsi qu'il est proposé que les activités de recherches comprennent des experts internationaux, nationaux et des connaissances locales et autochtones.

Notons que cet atelier, consacré à la problématique de la conservation et de la gestion durable des tourbières du Congo, a été présidé par la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault. Elle a réitéré ses vifs remerciements au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, représenté par son ambassadeur Wolfgang Klapper, pour son appui financier à la mise en œuvre de ce projet ; à la représentante de la FAO, Yannick Ariane Rasoarimanana, et à Johannes Refisch, chef de projet au PNUE, pour leurs appuis multiformes.

Bruno Okokana

## AFRIQUE CENTRALE

# LA SOCIÉTÉ COMMERCIALE GABONAISE DE RÉASSURANCE ENTEND LEVER CINQ MILLIARDS FCFA

La Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) souhaite lever, sur le marché financier d'Afrique centrale, la somme de cinq milliards FCFA. L'événement relatif à cette opération est prévu pour la fin de cette année, dans tous les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

L'administrateur et directeur général de SCG-Ré, le Dr Andrew Gwodog, l'a fait savoir récemment à travers un communiqué de presse. Cette société de droit gabonais, créée le 22 février 2012, est une initiative de l'État gabonais et des sociétés d'assurances du pays. Elle a pour mission de gérer, au nom et pour le compte de l'État gabonais, la cession légale sur les primes et cotisations des sociétés d'assurances y compris sur la réassurance facultative et traitée, à l'instar de la Sen-Ré au Sénégal, de la SCR au Maroc, de Tunis-Ré en Tunisie, de la CCR en Algérie, de la CNR au Cameroun, la CICARE sur la plan communautaire (zone Cima) et Africa Re pour le continent.

La SCG-Ré a également pour rôle de proposer à l'ensemble des sociétés d'assurances d'Afrique des couvertures en réassurance commerciale ou conventionnelle (facultatives et traitées) et son assistance technique (formation, expertises diverses, etc.), tout en étant conseil en matière de réassurance pour l'État gabonais.

Cette société a démarré ses activités avec un capital social de deux milliards FCFA, avant de le quintupler depuis les dix dernières années de son existence. Autrement, son capital est passé de deux milliards FCFA en 2012, à cinq milliards en 2014, puis dix milliards en 2021, soit une augmentation de 100%.

Elle compte à ce jour une dizaine d'années avec un effectif de vingt-trois personnes. Dans son capital social, l'État est indirectement actionnaire à travers trois institutions que sont le Fonds souverain de la République gabonaise (FSRG), le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui détiennent 62% du capital social, les 38% restants sont détenus par les sociétés d'assurances qui existaient au Gabon en 2012, à savoir Sanlam, Ogar, Assinco, Ogar Vie, Nsia, Sunu vie et NSIA vie.

Son chiffre d'affaires est en moyenne de 17 milliards FCFA pour des résultats nets qui n'ont cessé d'augmenter. Il est passé de 60 millions en 2012, à plus d'un milliard FCFA en 2020. Par ailleurs, en 2021, la SCG-Ré a réalisé un chiffre d'affaires de 16 milliards FCFA, un résultat net d'environ un milliard. Cette jeune société s'est placée, en dix ans, 27<sup>e</sup> société de réassurance en Afrique non seulement grâce à la qualité de ses résultats techniques et financiers mais également à son extraordinaire développement commercial sur le continent, en général, et en zone Cima, en particulier.

Telle est l'histoire de cette jeune société qui a pour ambition, dans les vingt prochaines années, d'intégrer le top 10 des sociétés de réassurance en Afrique. La SCG-Ré dispose aussi d'une double notation financière : BB+ par Ambest et CC- par la GCR. S'agissant de ses objectifs sur le marché international, l'administrateur et directeur général de ladite société de réassurance gabonaise a indiqué qu'à l'origine, la SCG-Ré visait notamment de réduire la partie des primes gabonaises qui étaient exportées du fait de l'absence d'un réassureur local. Aujourd'hui, elle permet d'importer la prime d'assurance des autres pays africains avec un impact direct sur sa balance de paiement.

« Les objectifs des dix premières années ont été atteints à tra-

vers notre Plan stratégique de développement 2012-2020. Depuis 2021, nous sommes entrés dans la deuxième phase de notre développement qui comprend un certain nombre de projets ambitieux », a relevé le Dr Andrew Gwodog.

### Les ambitieux projets de la SCG-Ré

La SCG-Ré prépare son introduction en bourse d'ici à décembre prochain. Dans le cadre de cette opération, elle souhaiterait lever sur la place financière d'Afrique centrale 5 milliards de FCFA, afin de se doter de moyens financiers conséquents pour son développement en Afrique qui va se traduire par l'ouverture de quatre bureaux de souscription en Afrique centrale, australe, de l'Ouest et du Nord.

« Nous poursuivons l'ambition d'améliorer notre notation financière auprès d'une agence internationale et renforcer nos équipes techniques par le recrutement de talents à travers l'Afrique », a poursuivi le Dr Andrew Gwodog.

Le premier bureau qui va être ouvert cette année est celui de Kigali, au Rwanda. Le Sénégal est le troisième marché de la zone Cima. « Si Abidjan est le hub de l'assurance, nous pensons que Dakar pourra, du fait de l'existence de la Sen-Ré, l'une des plus anciennes sociétés de réassurance de la zone, accueillir notre deuxième bureau de souscription et constituer pour l'Afrique le prochain hub de la réassurance africaine », a estimé le premier responsable de la SCG-Ré.

### Des partenariats public-privé

Le premier partenaire public de la SCG-Ré est l'État gabonais via le Groupe État, actionnaire majoritaire avec 62% du capital. Cette société a aussi signé des partenariats privés avec d'autres réassureurs africains tels que la SCR du Maroc, Continental-Ré du Nigeria, Cica-Ré de la zone Cima, Ghana-Ré et Aveni-Ré de l'Afrique de l'Ouest. Avec la Sen-Ré du Sénégal et NCA-Ré de la Côte d'Ivoire, le projet relatif à la signature d'un partenariat est en étude.

### Les défis pour l'année 2022

Pour cette année, la SCG-Ré veut atteindre un chiffre d'affaires de 19 milliards et un résultat net moyen d'un milliard. Son principal objectif est son introduction à la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale. « Nous serons ainsi la première société de réassurance agréée par la Cima à faire son entrée en bourse d'une part et d'autre part à lever des fonds par appel public à l'épargne pour augmenter son capital social, donnant ainsi l'opportunité aux épargnants de l'Afrique centrale et du continent de devenir actionnaires de la SCG-Ré et participer à son développement », a conclu le directeur général de la SCG-Ré.

L'ouverture d'un bureau à Kigali et l'acquisition d'un logiciel de réassurance figurent parmi les priorités de l'exercice 2022. La société entend poursuivre son développement commercial en 2023 et 2024, par l'ouverture des bureaux en Afrique centrale et de l'Ouest dans le but de renforcer ses fonds propres et sa notoriété, tout en améliorant sa gouvernance technique ainsi que la notation financière de la société,

## EXPULSION DE MIGRANTS AU RWANDA

## Premier revers judiciaire pour Boris Johnson

Le premier vol de migrants illégaux vers le Rwanda est sous le feu de la communauté internationale et des organisations non gouvernementales. Ce devait être un vol chargé de symbole et marquant la détermination du gouvernement du Premier ministre conservateur anglais, Boris Johnson, à dissuader les arrivées clandestines au Royaume-Uni, en envoyant des migrants au Rwanda, à plus de 6 000 km de Londres.

Le nombre de personnes devant être expulsées du Royaume-Uni avait fondu à seulement sept après des recours individuels, contre jusqu'à cent trente initialement prévues. Pour une question de « principe », alors que l'avion spécialement affrété était prêt à décoller, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a bloqué des expulsions, motivant sa décision par les préoccupations soulevées par le le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, à savoir le Royaume-Uni est signataire de la Convention internationale sur les réfugiés. Le fait d'« exporter » les responsabilités qui en découlent « va à l'encontre de toute notion de responsabilité et de partage international des responsabilités », selon un responsable de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Cette décision de la CEDH n'a pas dissuadé Londres qui compte poursuivre son projet populaire au sein de son électoralat mais critiqué par l'ONU, l'Eglise anglicane et le prince héritier Charles. Mais « nous n'allons pas être découragés », a déclaré la ministre britannique de l'Intérieur, Priti Patel, soulignant que « les préparations pour les prochains vols avaient déjà commencé ».



Boris Johnson

Néanmoins, le gouvernement de Boris Johnson, compte, avant de décider des suites à donner, « étudier attentivement ce jugement » de la CEDH, a ajouté le porte-parole du gouvernement britannique. Par exemple, s'assurer que les migrants pourront avoir accès à des procédures équitables au Rwanda, une inquiétude des organisations non gouvernementales. La CEDH n'a

pas jugé le dispositif « illégal » et sa décision ne constitue « une interdiction absolue » d'expulser les migrants vers le Rwanda, qui est « un pays sûr », a insisté Priti Patel face à l'opposition travailliste qui a dénoncé une politique « honteuse ».

Furieux, des députés de la majorité conservatrice y voient une atteinte à la souveraineté du Royaume-Uni et ont appelé

à abandonner la Convention européenne des droits de l'Homme, que le pays a contribué à façonner en 1950 et qu'il a transposée

en loi. « Oui, retirons-nous de la Cour européenne des droits de l'Homme et stoppons leur ingérence dans la loi britannique », a tweeté l'élue conservatrice, Andrea Jenkyns. A demi-mot, le Premier ministre, Boris Johnson, s'est montré ouvert à une telle éventualité, frustré de voir la politique migratoire du gouvernement contrecarrée en justice européenne. L'institution n'a aucun lien avec l'Union européenne, que les Britanniques ont quittée avec le Brexit en janvier 2020. En envoyant des migrants au Rwanda, Londres entend freiner les traversées illégales de la Manche, qui ne cessent d'augmenter malgré ses promesses répétées de contrôler l'immigration depuis le Brexit. Le Rwanda a affirmé qu'il n'était « pas découragé » par l'annulation du vol et restait « engagé » dans ce partenariat, financé par Londres dans un premier temps à hauteur de 120 millions de livres (140 millions d'euros).

Noël Ndong

## INDUSTRIE BRASSICOLE

## Le Groupe Castel quitte le marché des eaux minérales en Afrique

Le brasseur français veut quitter le marché des eaux minérales pour désormais se concentrer sur la bière, les mélanges alcoolisés et les boissons gazeuses.

Le Groupe Castel, un géant français du secteur des boissons en Afrique (Maroc, Gabon, Bénin, Côte d'Ivoire, Tchad, Tunisie, Burkina Faso, Cameroun), veut abandonner son segment des eaux minérales. Des discussions avec plusieurs investisseurs et industriels pour céder ses marques d'eau en Afrique sont en cours, apprend-on. C'est le cas concernant ses actifs ivoiriens et marocains. Au Cameroun, par exemple, la Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC), filiale du Groupe Castel, s'activerait à céder ses actifs sur le segment des eaux minérales à des investisseurs en Afrique, via la sous-entité Société des eaux minérales du Cameroun (SEMC). La raison de cette re-concentration serait due à la forte concurrence de nouvelles marques, qui ont ravi une part importante du marché des eaux minérales du géant français en Afrique. C'est la cas au Gabon, depuis l'arrivée du chinois Chen Shi Origen en 2016, ou du Libanais Nassrallah el-Sahely au Cameroun avec Source du pays.

Concernant le marché des eaux du Cameroun, la SEMC, leader dans la production et la commercialisation des eaux minérales avec 65% des parts, est passée de 65% de parts à 20% ces dernières années. Grâce à de nouvelles stratégies marketing, l'entreprise a su récupérer au moins 40% de ses parts de marché avec son produit phare « Source Tanguin ». Le marché restant dominé par le concurrent Source du pays et son produit de référence Supermont. Le groupe SABC pourrait prononcer prochainement son retrait de ce segment, dès qu'il aura trouvé un investisseur pour reprendre ses actifs. En Côte d'Ivoire, des discussions sont actuellement en cours pour les eaux ivoiriennes, regroupées dans la Société de limonaderies et de brasseries d'Afrique, à travers la banque d'affaires Enexus, spécialisée sur l'Afrique et basée à Paris. Le fonds IDI Emerging Markets associé à une société sénégalaise d'eau en bouteilles, Miya, de Pierre-Andrée Terisse - un ancien de Danone en Afrique, a exprimé son intérêt. L'autre raison évoquée est que le groupe Castel veut se concentrer sur des boissons avec un conditionnement en verre plutôt qu'en PET.

N.Nd

## AFRIQUE CENTRALE

## La gestion durable des aires protégées au cœur d'une formation

Une soixantaine de spécialistes issus de huit pays de l'Afrique centrale prend part à une session de renforcement des capacités dédiée à la conservation des aires protégées au Cameroun.

Des experts en matière de conservation des aires protégées, en formation à Brazzaville, viennent du Congo, du Cameroun, de la Guinée équatoriale, du Gabon, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Tchad et de Sao Tomé-et-Principe. Organisée par l'Ecole de faune de Garoua, en collaboration avec le Programme d'appui pour la préservation de la biodiversité et les écosystèmes fragiles et le Projet régional GIZ, cette formation permettra aux participants de faire face aux menaces sans cesse croissantes et aux nouveaux défis liés à la conservation de la biodiversité en Afrique centrale.

La formation de plus d'une dizaine de jours s'articule autour de plusieurs thèmes : la conservation de la biodiversité; les droits de l'homme et la conservation dans les missions de lutte anti-braconnage; les nouveaux outils de suivi écologique; l'utilisation des nouveaux outils de suivi écologique; le contrôle aux frontières pour lutter contre la criminalité faunique et l'approche une seule santé. Outre le renforcement des capacités, un accompagnement technique et matériel est prévu auprès des institutions de

formation forestières en vue d'une amélioration de la qualité des formations offertes. « Nous avons tous la responsabilité de préserver nos richesses naturelles pour les générations actuelles et futures. Nous devons agir ensemble aujourd'hui pour permettre à nos enfants de bénéficier de ce trésor unique que nous offre l'Afrique centrale », a indiqué Martial Nkolo, directeur du Programme GIZ gestion durable des forêts du Bassin du Congo, lors du lancement officiel de la formation.

Selon les organisateurs, le renforcement des capacités des agents de conservation des aires protégées de la sous-région s'impose comme une solution durable. Pour eux, à travers cette formation, l'Union européenne, la Commission des forêts d'Afrique centrale, le Réseau des institutions de formation forestière et environnementale de l'Afrique centrale et la GIZ mutualisent continuellement les efforts pour contribuer à la préservation des écosystèmes forestiers en Afrique centrale.

Notons que la formation des agents au service des aires protégées d'Afrique centrale prendra fin le 23 de ce mois.

Gloria Imelda Lossele

## FORUM D'ASSOUAN

## La troisième édition consacrée à la sécurité et au développement en Afrique

Prélude à la 27e session de la Conférence des parties (COP 27) prévue en novembre prochain en Egypte, la ville d'Assouan, située à environ 843 km au sud du Caire, sur la rive droite du Nil, accueille, du 21 au 22 juin, le troisième forum consacré aux questions de paix, de sécurité et de développement durable en Afrique.

Dans la perspective du rendez-vous convoqué sur le thème « L'Afrique à l'ère des risques en cascade et de la vulnérabilité climatique : vers un continent pacifique, résilient et durable », le directeur général du Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix (CCCPA), l'ambassadeur Abdel Nehad Abdel-Latif, a organisé, le 14 juin, un briefing virtuel avec la presse africaine sur les enjeux et les attentes de ce forum.

Selon le CCCPA, organisateur du forum d'Assouan, cette troisième édition revêt une signification particulière en ce qu'elle constitue une étape importante vers la tenue de la COP 27.

« La troisième édition du Forum d'Assouan examinera les impacts du changement

climatique sur les efforts de paix et le développement durable en Afrique, en tenant compte du rôle clé joué par l'Egypte dans sa coopération internationale et africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité, d'une part, et du changement climatique, d'autre part », a indiqué l'ambassadeur Abdel-Latif.

Organisé par le gouvernement égyptien en partenariat avec la Banque africaine de développement et d'autres partenaires, le forum réunira des chefs d'Etat et de gouvernement, des responsables d'organisations régionales et internationales, le secteur privé ainsi que des organisations non gouvernementales de la société civile. Il est une plateforme de haut niveau sur les discussions concernant les défis auxquels est confron-



Plusieurs personnalités africaines et du monde attendues à la troisième édition/DR

té le continent africain. Aussi, il constitue un espace de proposition des approches durables à travers une coopération avec des décideurs internationaux. Cette édition abordera également un certain nombre de priorités de l'Afrique. Il s'agit notamment du renforcement de la

coopération pour lutter contre le terrorisme, surmonter les effets de la pandémie de covid-19, de la sécurité alimentaire et faire progresser les efforts de reconstruction et de développement dans certains pays africains. En effet, reflétant également la volonté de l'Egypte de faire

avancer l'agenda de la coopération africaine dans un moment jugé critique pour les relations internationales, Assouan 3, tout comme les deux précédentes éditions, est une initiative de la Banque africaine de développement qui s'inscrit dans le cadre de la collaboration avec l'Alliance Sahel, en vue de renforcer la résilience dans des situations difficiles.

Cette troisième édition se tient dans un contexte international de plus en plus volatile. Cela en raison des perturbations observées sur les marchés de l'énergie et des matières premières. Une situation ayant entraîné une flambée des prix qui a de fortes répercussions sur de nombreux pays africains, tributaires des importations de denrées alimentaires.

Guy-Gervais Kitina



**IS**

**ECOLE D'INGENIEURS / ISM DIGITAL CAMPUS**

OSEZ L'EXCELLENCE

Groupe ISM, leader et pionnier de la formation en Afrique de l'Ouest !

Informatique appliquée à la Gestion des entreprises- Technologie, Transport et Logistique • Développement Web  
Électronique, Télécommunications et Systèmes embarqués • Génie logiciel • Ingénierie Réseaux et Systèmes  
Mathématiques appliquées • Économétrie • statistique • Management des Projets • Big Data & Data Stratégie  
Marketing digital • UX Design • Management et Sécurité des Systèmes d'information

INSCRIPTIONS  
OUVERTES !

**30** ans

+237 33 864 76 77 | info@ism.edu.cm | +237 78 226 79 40 | www.groupeism.com





**SOIRÉE  
RUMBA  
CONGOLAISE**

à la Terrasse du Musée  
Galerie du Bassin du Congo  
Centre-ville (dans l'enceinte du journal Les Dépêches de Brazzaville)



**DJOSON PHILOSOPHE  
& SUPER NKOLO MBOKA**

**17  
JUN**  
de 18H à 22H

RÉSERVATION  
05 556 88 01 / 04 479 69 50  
brazzaaccueil@gmail.com

**Parade des sapeurs**

**10.000** PAF  
une conso offerte



NOMBRE DE PLACES LIMITÉ

## NÉCROLOGIE



Les familles Ebouka-Babackas, Ikounga, Kambou, Mayanith et M. Steeven Moukoka-Kombo ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fille, mère, nièce et petite-fille, Édith Anne-Marie Ebouka-Babackas, survenu le samedi 11 juin 2022, à Rennes, en France.

Le recueillement a lieu du mercredi 15 au samedi 18 juin 2022, de 15 heures à 21 heures, au n° 57 de la rue Yaoundé, à Poto Poto, Brazzaville.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

## SALON VIVATECH

« Osiane 2022 » se connecte à la 6<sup>e</sup> édition

Du 15 au 18 juin, le Parc des expositions de la Porte de Versailles, à Paris, vit à l'heure du plus gros salon tech d'Europe, rassemblant des start-up, grands groupes, décideurs et personnalités fortes de l'écosystème technologique mondial. Le Congo y occupe une place de choix avec ses quatre start-up lauréates de la sixième édition «Osiane 2022» à Brazzaville.

C'est le grand retour du Salon VivaTech avec 45 000 m<sup>2</sup> au Parc des expositions à la Porte de Versailles. L'édition 2019 reste l'année de référence, puisque celle de 2020 a été annulée et celle de 2021 devait répondre au respect des contraintes sanitaires liées à la covid-19.

Le Congo, présent à ce grand raout de la technologie, est installé au «stand M32 / Pratic-Osiane». Sur cet espace cohabitent, le temps du salon, Luc Missidimbazi, président de Pratic, ses collaborateurs, Splendide Lendongo et Prince Wamene, les représentants des quatre start-up venues représenter le Congo à Viva Tech, à savoir «Tinda, Noki-Noki, Home-Tech et Green TechAfrica», ainsi que ceux d'Obac Capital et du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa). Léon Juste Ibombo, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, a effectué le déplacement.

Pour la première journée, outre la visite du ministre congolais des Télécommunications, près de trois

cents visiteurs sont venus s'enquérir sur la créativité du numérique proposée à la vitrine technologique de la République du Congo avec, notamment, la vitalité du vivier de ses start-up à l'honneur.

La délégation congolaise, tout comme les autres pays africains, bénéficie de la volonté des organisateurs, accentuée d'années en années, d'ouvrir le salon à une grande pluralité de pays et d'horizons. Ils ont identifié l'Afrique comme très dynamique et innovante, avec des start-up qui apportent des réponses pragmatiques et concrètes à des problèmes ou des besoins spécifiques, notamment dans le domaine de la santé, de la finance ou de la logistique.

En prime cette année, le lancement d'un concours par VivaTech et la Société financière internationale (branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé) des « AfricaTech Awards », récompensant des start-up africaines innovantes dans le domaine de la santé, du climat et de la finance.

Une raison de plus pour permettre aux start-up congolaises de se



Le stand M32 Pratic- Osiane Vivattech 2022, Paris Porte de Versailles/DR

confronter à leurs homologues, entre autres, Wala Digital Health, une plateforme ghanéenne dédiée à la gestion et à l'optimisation des dons de sang.

En attendant cette confrontation, le Congo, par le biais du facilitateur et trait d'union «Osiane 2022», met en lumière et soutient la créativité des start-up «Tinda,

Noki-Noki, Home-Tech et Green TechAfrica», sous l'œil bien veillant des partenaires tels que le Figa, Obac Capital ou l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques.

VivaTech, ce sont également des conférences. Au programme du 16 juin, celle sur le thème « Accélération internationale des défis

technologiques : quelles stratégies et plateformes de co-construction ? ». L'Afrique centrale est mise à l'honneur avec parmi les trois intervenants, Luc Missidimbazi en tant que conseiller Postes, télécommunications et numérique du Premier ministre du Congo, Anatole Collinet Makosso.

Marie Alfred Ngoma

## MEGALOPS V

## Un exercice régional grandeur nature entre les marines française et congolaise pour lutter contre la pêche illégale

L'objectif recherché par l'exercice qui s'est déroulé du 26 mai au 3 juin dernier est de contribuer à renforcer les capacités d'action de la marine nationale congolaise et des différentes administrations, dont la Direction générale des pêches, dans la conduite des missions de l'action de l'État en mer dans les espaces maritimes sous juridiction congolaise.

La cinquième édition de l'exercice régional de sécurité maritime, Megalops V, a été organisée par des éléments français au Gabon, en partenariat avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et différents pays de la région dont la République du Congo, la République démocratique du Congo, la République du Gabon et la République du Sao Tomé-et-Principe.

L'exercice Megalops V a été mené dans le cadre de la mission « Corymbe » qui vise à déployer, de manière permanente, un ou deux bâtiments de la marine nationale dans le golfe de Guinée. Cette opération, menée avec les marines africaines partenaires membres de l'architecture de Yaoundé, contribue à la diminution de l'insécurité et à la montée en puissance des marines riveraines du golfe de Guinée.

Coordonné par le Centre régional de sécurité maritime d'Afrique centrale (Cresnac) implanté à Pointe-Noire et renforcé pour l'occasion par un détachement des éléments français au Gabon, cet exercice avait pour objectif d'entraîner l'ensemble de l'architecture de la chaîne de « sécurité maritime » et ses différentes



entités dans le cadre de la lutte contre la piraterie maritime, les trafics illicites, en particulier la pêche illégale, non déclarée, non réglementée ainsi que la pollution maritime. Dans ce cadre, les marines française et congolaise ont mené, le 1er juin, des interactions conjointes à la mer, dans le domaine de l'action de l'État en mer et de la police des pêches. Pour ce faire, les deux marines partenaires ont conduit en conditions réelles des scénarios, d'enquêtes de pavillon et d'opérations de visite à l'encontre d'un chalutier suspecté de pêche illégale. La frégate française « Ventôse » jouant le rôle du navire de pêche en prenant des dispositions permettant de dérouler des actions crédibles à même d'entraîner, de manière réaliste, les équipes de contrôle de la marine congolaise.

Notons qu'après une série de manœuvres tactiques, les deux marines ont réalisé une patrouille conjointe dans la zone économique exclusive congolaise consacrée à la surveillance des activités de pêche et du trafic maritime, mais également à la protection des approches des sites d'exploitation offshore.

Bruno Okokana

## LITTÉRATURE

## Le prix Orange du livre en Afrique pour le Tunisien Yamen Manaï

Le Tunisien Yamen Manaï a reçu le prix Orange du livre en Afrique pour son roman «Bel abîme», sur un adolescent de la région de Tunis en pleine révolte.

Remis à Dakar, au Sénégal, mardi soir, le prix récompense depuis 2019 un roman écrit en langue française par un écrivain africain et publié par un éditeur du continent, en l'occurrence les éditions Elyzad.



Yamen Manaï, 42 ans, ingénieur de formation, vit en France depuis ses 18 ans.

Le roman, court, dépeint la violence familiale subie par une bonne partie de la jeunesse tunisienne, à travers l'histoire d'un garçon de 15 ans incarcéré pour avoir tué son père.

«Entre fureur, rage et passion, le narrateur dénonce la barbarie et les maux qui gangrènent sa société, depuis la cellule familiale ainsi que l'école, jusqu'aux institutions politiques», a souligné le jury dans un communiqué.

«Pour cette quatrième édition, cinquante-sept romans ont été proposés par trente-neuf maisons d'édition basées dans quinze pays d'Afrique francophone», a-t-il ajouté.

Les cinq autres finalistes venaient du Bénin, du Cameroun, du Mali, de Mauritanie et de Tunisie.

Lors de sa première édition, le prix avait distingué la Camerounaise Djaili Amadou Amal, qui avait plus tard remporté le prix Goncourt des lycéens 2020 pour «Les Impatientes». Il est doté de dix mille euros par la Fondation Orange, soutenue par l'opérateur télécoms du même nom.

AFP

## AFRIMA 2022

## Le Congo éligible

Les professionnels de la musique d'Afrique et de sa diaspora sont conviés à soumettre leurs candidatures pour l'édition 2022 des All Africa Music Awards (Afrima), dont la cérémonie se tiendra du 3 au 6 novembre, au Nigeria.

Les inscriptions pour l'Afrima 2022 sont officiellement ouvertes depuis le 30 mai et s'adressent, entre autres, aux artistes, auteurs-compositeurs, réalisateurs vidéo, producteurs de musique, disk jockeys, chorégraphes/danseurs et aux journalistes de musique et de divertissement ainsi qu'aux artistes non enregistrés de tout le continent africain et de la diaspora.

A chaque édition, les prix en jeu célèbrent l'excellence de l'art musical en Afrique et dans la diaspora avec près de trente-six catégories dans les cinq régions d'Afrique, et le genre musical à travers des trophées en plaqué or décernés aux lauréats. L'Afrima récompensera des œuvres musicales sorties entre le 20 août 2021 et le 5 août 2022. Et au-delà de célébrer le talent et le travail des artistes, l'événement promeut le patrimoine culturel africain.

Pour postuler, les candidats sont invités à lire attentivement les directives Afrima sur son site web avant de remplir le formulaire de soumission en ligne. Les soumissions peuvent être faites au nom des talents à travers le continent et dans la diaspora par leurs représentants, notamment les gestionnaires



de talents, personnels de maisons de disques, producteurs, etc.

A en croire le comité de sélection d'Afrima, « les nominés seront dévoilés le 17 août, après un processus de sélection entre le 9 et le 16 août. Le vote sera ouvert au public, sur le site des Afrima à partir du 24 août ». La date limite de soumission des candidatures est

fixée au 5 août 2022.

Pour rappel, lors des Afrima 2021 à Lagos, au Nigeria, quelques artistes africains avaient remporté plus d'un trophée, à l'instar du chanteur malien Iba One et du Nigérian Wizkid, sacré prix de l'artiste de l'année de la meilleure collaboration et de la chanson de l'année.

Merveille Atipo

## MUSIQUE CHRÉTIENNE

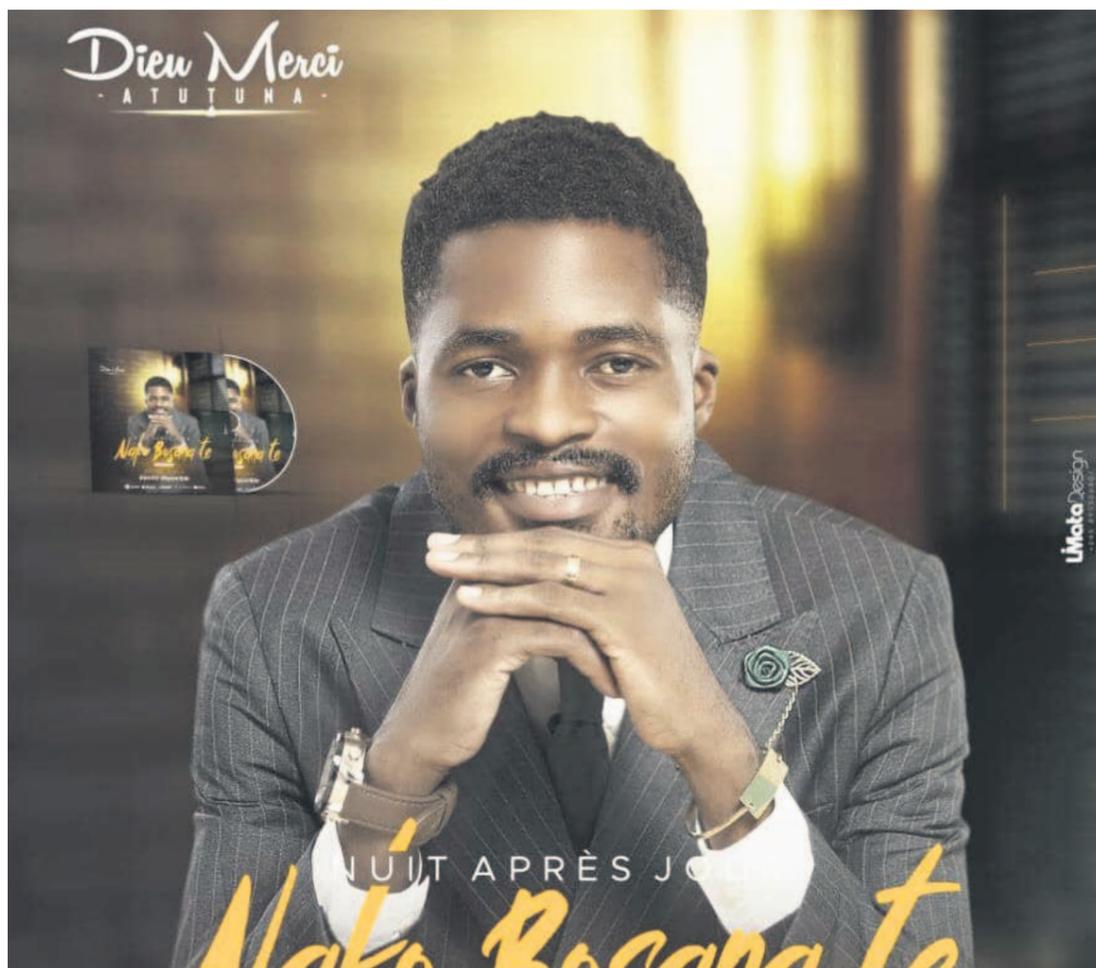
## Dieu Merci Atutuna sort l'album «Nuit après jour na ko bosana te»

Disponible sur toutes les plateformes de téléchargement légal et sur ses comptes facebook et instagram, le nouvel album de Dieu Merci Atutuna magnifie Dieu et sa miséricorde avec le dessein de ramener les cœurs vers Dieu.

Dieu Merci Atutuna est un artiste gospel qui partage la scène avec plusieurs musiciens d'obédience chrétienne. Ainsi, il a participé dans plusieurs projets d'artistes de renommée internationale. Dans l'album «Nuit après jour na ko bosana te», il bénéficie de l'apport de ses condisciples artistes chrétiens, à savoir la sœur Rachel Anyame et le frère Jow B.

Auteur-compositeur des titres tels que «Na ya motuya», «Je me souviens», «Nazo mata ainsi que Je reconnais», générique de l'émission Ta grandeur sur B One TVL, l'artiste Dieu-Merci Atutuna veut faire le tour du monde pour répandre l'évangile à travers sa voix. C'est au sein de la paroisse protestante de l'ISTA qu'il s'engage à servir véritablement Dieu. Avec foi et persévérance, il continue à le faire dans cette paroisse comme conducteur du culte.

En 2012, il monte un groupe de musique qu'il va baptiser



Coda Structure Music (Chœur d'adoration). En juillet 2015, il enregistre son premier album «Changement» qui relate les différentes expériences de sa vie avec Jésus. Peu après la sortie de son premier album, l'artiste signe un contrat de trois ans avec le label Yoan Prod et devient époux de Naomie Nsambu Atutuna, Maya pour ses proches.

Actuellement, Dieu Merci Atutuna travaille avec l'agence Noblesse communication, un label de communication et de production. Il est titulaire d'un diplôme d'État en chimie-biologie, obtenu à l'École technologique Moderne de Ngaliema, à Kinshasa, en République démocratique du Congo. Soucieux de son avenir, il se lance dans le monde de l'informatique et devient maintenancier, administrateur bureautique à l'Institut national de préparation professionnelle de Kinshasa.

Hervé Brice Mampouya

**COUR CONSTITUTIONNELLE****Prestation de serment de trois nouveaux juges**

Les trois juges nommés dernièrement, issus des institutions de la République, à savoir la présidence, le Parlement et les Cours et tribunaux ( Conseil supérieur de la magistrature), ont prêté serment le 15 juin, au Palais du peuple.

Les juges ainsi nommés ont prêté serment sur pied de l'article 158 de la Constitution et de l'article 10 de la loi organique organisant la Cour constitutionnelle. Il s'agit de Christian Yuma Bahati, Sylvain Lumu Mbaya et Dieudonné Mandza Bondia, issus respectivement des cours et tribunaux, de l'institution présidence de la République et du Parlement. Ces juges assermentés complètent les trois postes de la Cour constitutionnelle restés vacants à la suite de la fin du mandat par décès et par tirage au sort constatés de leurs collègues en cours d'exercice pour constituer l'effectif de la Haute Cour qui est de neuf juges. Ce qui donne la latitude à cette haute juridiction du pays de siéger valablement, conformément aux prérogatives qui lui sont reconnues.

Après lecture de l'ordonnance de nomination, ces hauts magistrats ont, selon leur présence, prêté le serment constitutionnel d'avant l'entrée en fonction. Le président de la République, en tant que magistrat suprême, a pris acte de leur prestation de serment dans une salle de congrès du Palais du peuple bondée. A noter que cette cérémonie de prestation de serment s'est déroulée devant des députés et sénateurs, des membres du gouvernement, des corps constitués et diplomatiques, et des forces vives de la nation.

Alain Diasso

**PASSAGE DES RELIQUES DE LUMUMBA À KISANGANI****L'autorité provinciale décide de s'impliquer dans les préparatifs**

Finaliser le travail amorcé lors de leur dernière visite à Kisangani en rapport avec le passage des reliques du héros national Patrice-Emery Lumumba, tel est le leitmotiv de la nouvelle descente effectuée, 14 juin, au chef-lieu de la Tshopo par Robert Ekaya et Gorette Lusamba Mbombo, tous deux conseillers à la présidence de la République et membres du Comité de pilotage du site de Kisangani.

Aux fins de donner une nouvelle impulsion au Comité local en charge de l'organisation du passage des restes du héros national à Kisangani, le conseiller Robert Ekaya et sa collègue Gorette Lusamba ont conféré, le 15 juin, avec le gouverneur sortant de la Tshopo, Maurice Abibu Sakapela. L'entretien s'est cristallisé essentiellement autour de l'évaluation des préparatifs liés à l'organisation de cet événement historique. Il en découle un constat de stagnation comme en témoigne l'état défectueux des routes demeuré inchangé après le dernier passage à Kisangani de la délégation présidentielle.

Le conseiller Robert Ekaya en a profité pour mettre le gouverneur sortant devant ses responsabilités, étant entendu que ce dernier continue, jusqu'à preuve du contraire, à jouir de ses prérogatives constitutionnelles en tant que chef de l'exécutif provincial. Abondant dans le même sens, Gorette Lusamba l'a exhorté à s'approprier cet événement majeur et d'en faire «son affaire personnelle», car il y a de son prestige.

Balayant les inquiétudes de ses in-

terlocuteurs, le gouverneur Maurice Abibu a indiqué avoir eu des contacts fructueux avec la direction provinciale de l'Office des voiries et drainage ainsi qu'avec la section de Kisangani de la Fédération des entreprises du Congo. Il en résulte des assurances fermes quant au début imminent des travaux d'asphaltage sur l'axe Aéroport-Poste et ce, avec la contribution de la brigade provinciale d'assainissement. A propos de l'aménagement du site de la Poste où une tribune est en cours d'érection, le gouverneur Maurice Abibu a déclaré n'en avoir aucune maîtrise et ne détenir aucune information. Il a déploré cette façon de faire tendant à bafouer son autorité et à ignorer superbement le point focal vers qui devraient converger toutes les initiatives. De ce fait, il a invité ses interlocuteurs à s'associer aux membres du comité local de coordination afin de corriger éventuellement ce qui peut l'être avant le 24 juin prochain.

Réagissant à la préoccupation concernant son implication dans cet événement, Maurice Abibu a répondu positivement tout en martelant sur

«l'incertitude du lendemain» qui caractérise actuellement la gestion de la province. Nonobstant cette situation alarmante, il a déclaré s'inscrire dans la logique de la continuité de l'action de l'Etat jusqu'à la remise et reprise avec son éventuel successeur. Il a aussi plaidé pour une conjugaison d'efforts entre la province et le gouvernement central avec, à la clé, une répartition claire et nette des charges. Tout en assurant que le cadre des interventions est bien circonscrit, le conseiller Robert Ekaya en a appelé à la responsabilité de tout un chacun pour la réussite totale de cet événement.

Au finish, il a été exigé qu'un canevas de travail soit élaboré avec les parties prenantes, y compris le programme détaillé de la veillée mortuaire. Quant à la retransmission en direct de l'événement, le gouverneur a pris l'engagement de prendre des contacts utiles pour la réception, dans les meilleurs délais, d'une valise satellitaire. C'est dans une ambiance conviviale que cette audience s'est terminée, augurant ainsi de belles perspectives pour la suite.

Alain Diasso



MEILLEURS  
PRODUITS  
D'ASSURANCES  
AUX MEILLEURS  
PRIX

## SOCIETE YA BISO

### MOKO BANA MBOKA



Assurance tous risques  
chantier



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

PLUS DE 50 ANS DE METIER,  
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE  
DU CONGO

## DÉBOIRES DES LÉOPARDS

## Ilunga, Bakambu et Makelele parlent restructuration du football congolais

La cote des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) est en baisse après deux revers d'affilée aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2023. Des voix s'élèvent pour des changements profonds au sein de l'organe organisateur du football national, la Fédération congolaise de football association (Fécifa).

L'élimination des Léopards au barrage de la Coupe du monde Qatar 2022 et l'entame chaotique des éliminatoires de la CAN Côte d'Ivoire 2023, avec deux défaites dont l'une à domicile contre le Gabon et l'autre à Khartoum contre le Soudan, ont suscité des vives réactions dans l'univers du football congolais. La désillusion de la capitale soudanaise a été une défaite de trop des Léopards, au point où le ministre des Sports, Serge Chembo Nkonde, a même adressé un préavis de résiliation de contrat au sélectionneur argentin, Hector Cuper.

Et parmi moult réactions dans des médias et sur les réseaux sociaux, des anciens internationaux et autres personnalités d'origine congolaise sont montés au créneau pour mettre clairement en cause toute la machine nationale du ballon rond. On parle de plus en plus de la refonte totale des instances du football, à partir de la Fécifa, des ligues provinciales, des ententes urbaines et autres. Il est en fait question de réformer en profondeur l'organisation de la gestion du sport roi au pays. Certains parlent même de



révolution, de restructuration dans le football congolais. La Fécifa, sait-on, disposera bientôt de nouveaux animateurs à la faveur d'imminentes élections des membres de son comité exécutif.

Président de l'Union des footballeurs congolais (structure syndicale des joueurs congolais et étrangers évoluant au Congo), l'ancien latéral gauche international, Hérita Ilunga, a littéralement tonné dans un tweet après cette défaite douloureuse contre le Soudan. « C'est la goutte qui fait déborder le vase... Ces deux défaites en deux matches sont très loin d'être anodines. Il est temps, chers messieurs, de montrer votre amour pour l'avenir des Léopards et du football congolais. Laissez la place dès



maintenant à d'autres idées », a balancé l'ancien joueur de l'Español de Barcelone B, de Saint-Etienne, Toulouse, West Ham, Doncaster Rovers, Stade Rennais, Carquefou et Créteil Lusitanos, exprimant ainsi son ras-le-bol.

« Ça me fait mal de voir l'état de notre football. Notre pays mérite mieux. Rien ne sert de blâmer un tel, d'attribuer nos échecs à un bouc émissaire ici et là. C'est tout un système, toute une organisation que nous devons revoir. Nous pouvons changer les choses et redorer le blason de notre football. Encore faut-il vouloir le faire ». Ce sont les mots de Cédric Bakambu, l'attaquant international congolais de l'Olympique de Marseille sur sa page Facebook, dans un fond noir



comme pour marquer la symbolique d'un deuil du football congolais. Bakambu n'a pas été appelé en sélection pour les éliminatoires de la CAN, alors qu'il était présent lors des éliminatoires de la Coupe du monde, jusqu'au barrage de triste mémoire contre le Maroc. Et d'ailleurs, ses audio, comme un diagnostic sur le match retour à Casablanca (défaite un but à quatre), avaient fuité sur les réseaux sociaux, suscitant multiples réactions.

De son côté, le milieu offensif expérimenté du Tout Puissant Mazembe, Trésor Mputu Mabi, n'a pas, pour sa part, compris les raisons de ces deux défaites, soulignant que les joueurs avaient bien reçu leurs primes. « Avant, c'était difficile surtout pour des primes. Mainte-

nant, je vois qu'avec le ministre Serge Nkonde, ça marche bien. La prime est là à chaque match. Je ne vois pas de problème pour échouer. Ici chez nous, on n'aime pas de défaites. Il ne faut pas venir pour l'argent, il faut venir pour jouer, mouiller le maillot et satisfaire tous les Congolais », a-t-il dit.

Ancien international français de souche congolaise, Claude Makelele s'est pour sa part proposé comme prochain sélectionneur des Léopards. « Personnellement, je suis prêt à diriger l'équipe nationale de la RDC. On veut tous s'asseoir pour restructurer le football en République démocratique du Congo », a-t-il déclaré sur Canal Plus Afrique. L'ex-coach adjoint du Paris Saint-Germain et entraîneur principal à Bastia et KAS Eupen, conseiller technique du centre de formation de Chelsea, en Angleterre, depuis 2019 pense lui aussi à la restructuration du football congolais, lui qui a été à un pas d'être sélectionneur des Léopards après le départ de Christian Nsengi Biembe de la tête du staff technique.

Martin Engimo

## LÉOPARDS FOOTBALL

## 570 000 euros à Hector Cuper pour résilier son contrat

Le gouvernement congolais, à travers le ministre des Sports, Serge Chembo Nkonde, a adressé un préavis de résiliation de contrat au sélectionneur argentin des Léopards, Hector Cuper. C'était après la défaite, de trop pour le ministre, de la sélection congolaise en deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Côte d'Ivoire 2023.

La République démocratique du Congo (RDC) s'était inclinée à Omdurman face au Soudan par un but à deux, après avoir déjà perdu à domicile face au Gabon, en première journée, par zéro but à un.

Le gouvernement a certes déjà levé l'option de la succession du technicien argentin, en demandant à la Fédération congolaise de football association (Fécifa) « de prendre les dispositions techniques pour la gestion de l'équipe nationale l'échéance du préavis ». Mais l'on apprend que le montant à déboursier en termes d'indemnité de résiliation de contrat est une bagatelle somme de plus de 570 000 euros, si le gouvernement va jusqu'à la rupture effective de ce bail liant l'ancien coach des Pharaons d'Égypte à la Fécifa. Notons que le premier contrat d'objectif signé avec Cuper précisait l'obligation de qualifier la RDC à la Coupe du monde Qatar 2022, sans autre clause particulière quant à sa résiliation. Après la défaite contre le Ma-



Hector Cuper pourrait toucher plus de 570 000 euros après la résiliation du contrat avec la Fécifa

roc, en mars dernier aux barages de la Coupe du monde Qatar 2022, il fallait notifier à Cuper, endéans sept jours, la fin de son contrat. Mais la Fécifa et le gouvernement ont choisi de le prolonger avant l'expiration de ces sept jours jusqu'en mai 2023. Et la rupture ainsi décidée va donc être financièrement

lourde pour la partie congolaise, et bien bénéfique pour l'entraîneur argentin, car il aura droit à la totalité de son salaire jusqu'à l'expiration du contrat en mai 2023, sans compter les pénalités. L'Argentin a demandé que la procédure de résiliation du contrat soit respectée.

M.E.

## FOOTBALL FÉMININ

Dix-huit clubs en lice au 13<sup>e</sup> championnat national à Kinshasa

La phase finale de la 13<sup>e</sup> édition du Championnat national de football féminin de la République démocratique du Congo démarre ce 16 juin 2022 à Kinshasa. La commission de gestion de la Ligue nationale de football féminin (Linaff) a procédé, le 13 juin, au tirage au sort des clubs participants.



Une phase d'un match de football féminin à Kinshasa-DR

Tenant du titre, le FCF Amani partage le groupe A avec Béni Sport, B52 de l'Ituri, et DCMP Bikira de Lubumbashi. Equipe vice-championne de l'édition précédente, le CSF Bikira est logé dans le groupe B, avec la formation d'Espoir du Kongo central, OCL City de Lubumbashi, OCEK de Kolwezi et Mazembe de Kananga. Au total, dix-huit clubs, repartis dans quatre groupes, prennent part à ce tournoi national qui s'achèvera le 26 juin.

Le groupe A se compose de FCF Amani (Kinshasa), Béni Sport (Ituri), DCMP Bikira (Lubumbashi) et B52 (Ituri).

Le groupe B met ensemble CSF Bikira (Kinshasa), Espoir Kongo Central (Kasangulu), OCL City (Lubumbashi), OCEK (Kolwezi) et Mazembe (Kananga). Le groupe C réunit FCF Mazembe (Lubumbashi), FC Bolenge (Mbandaka), FCF Tosepela (Ituri), Renaissance (Kindu) et 31e CPC. Enfin, le groupe D renferme la formation de JSK (Lualaba), Espoir Kin (Kinshasa), V.Club (Mbandaka) et Ituri FC.

M.E.

## CHAMPIONNATS NATIONAUX DE HANDBALL

## Les compétitions des séniors débutent en mi-juillet

La Fédération congolaise de handball (Fécohand) a procédé, le 15 juin, au tirage au sort de la 51<sup>e</sup> édition des championnats nationaux séniors messieurs et dames. Ils commencent le 15 juillet pour se terminer le 25 du même mois.

Les meilleurs clubs des différentes ligues départementales connaissent désormais leurs adversaires ainsi que les modalités du déroulement de la compétition.

La combinaison des dames a donné deux poules de quatre équipes chacune. Le groupe A est composé de l'Etoile du Congo, de Cara, d'AS Otohô et de Banko Sport de Pointe-Noire. Le groupe B, quant à lui, est formé de la DGSP, de l'Inter club, de Patronage de Pointe Noire et de Renaissance. A l'issue du classement du tour préliminaire, un mini championnat opposera les meilleures des deux groupes.

Chez les messieurs, le tirage au sort, organisé pour la première fois depuis plus de dix



Les membres de la Fécohand lors du tirage au sort Adiac

ans, a donné trois groupes de quatre équipes. Le groupe A est constitué de l'Etoile du Congo, d'Interclub, de Douze indomptables puis l'un des représentant du dé-

partement de la Bouenza. Si le groupe B réunira Caïman, Avenir du rail, NHA sport et l'autre équipe de la Bouenza, le dernier groupe, quant à lui, regroupera Petrosport,

Patronage PN, Munisport et La tsongolaise.

Notons qu'après plusieurs éditions d'absence, le département de la Bouenza retrouve le plus haut niveau du handball masculin au Congo. Le représentant de l'un des clubs de ce département à la cérémonie de tirage au sort a signifié que ce retour en force. Il souhaite aussi que la situation du handball mas-

culin soit débloquée afin de motiver les athlètes et dirigeants. « La méthodologie du tirage au sort utilisé aujourd'hui montre bien la volonté des dirigeants de bien faire. Il y a très longtemps que la Bouenza a participé au championnat national, nous y sommes aujourd'hui et nous voulons vraiment y demeurer. Nous déplorons juste le manque de sponsoring et l'abandon du handball masculin par le gouvernement », a dit Cessa Ngongo, au nom des clubs de la Bouenza.

Le premier vice-président de la Fécohand, Tanguy Yoka, qui a dirigé la cérémonie, a invité les dirigeants des clubs à les mettre dans des conditions requises puisque, selon lui, les champions dans les deux catégories représenteront le Congo aux compétitions interclubs africaines.

Rude Ngoma

**Doumoussion**  
Présente

**PAF 2 500 FR CFA**  
10 000 CFA + Conso  
50 000 CFA ViP Gold  
1 bouteille champagne + petits - fours

**SAMEDI 18**  
JUN 2022  
DES 17h

**5<sup>ème</sup> Édition**  
**URBAN Festival**  
**BRAZZA**

**A l'esplanade de palais des Congrès /Brazzaville**

**Avec : Shan'L, MPR, Afara Tiena, Wayé**  
**Diesel Gucci, DJ Amaroula, Key Kolos, Paterne Maestro, Jessy B**

**PARTENAIRES**

**CLASS** **airtel** **DIRECT** **SOROM** **SUNSHINE** **ELBO SIMS**

05 631 88 88

## APPEL À TEXTES

Des auteurs invités à participer au concours du festival Brunch littéraire

L'association Asprobir organise, en partenariat avec les Editions +, dans le cadre du festival Brunch littéraire, un concours de littérature qui aura lieu du 3 au 5 novembre, à Nantes, en France.

## ASPROBIR &amp; LES ÉDITIONS +

A VOS PLUMES

## APPEL À TEXTES

- A4 (21 cm X 29,7 cm)
- Times New Roman
- Taille 12
- Thématique libre
- Jusqu'au 15 septembre\*

Le concours est destiné aux auteurs et à ceux qui ont des talents d'écriture cachés. Les candidats ont jusqu'au 15 septembre prochain pour soumettre leurs textes qui doivent être de fiction sous forme de narration de dix pages au maximum, taille 12, en respectant la police Times new roman, A4 (21cm x 29,7cm), écrits en français et inédits. Aucun thème n'est imposé. Les textes doivent être envoyés au brunchlittérairenantes@gmail.com

Les gagnants pourront voir leurs textes imprimés par les Editions + et seront annoncés au festival. Ce concours a pour but de promouvoir la littérature africaine à travers le festival littéraire annuel : Brunch littéraire, qui est un rendez-vous de la littérature africaine et du monde.

Asprobir est une association de solidarité active à but non lucratif qui promeut le livre et la lecture en zone rurale. Cette association existe depuis 2011 et lutte contre l'illettrisme en France et en Afrique francophone. Elle crée et aménage des espaces de lecture et organise des activités littéraires et sociales.

Rosalie Bindika

## FORUM DE L'EMPLOI DES MÉTIERS DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

## Une dizaine d'entreprises participe à la deuxième édition

Organisé par l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), le forum a eu lieu le 15 juin, au Centre de formation professionnelle Don Bosco (CFPDB) de Pointe-Noire, dans le troisième arrondissement, Tié-Tié, en collaboration avec les établissements scolaires.

Les jeunes apprenants ou diplômés des filières techniques du CFPDB ont échangé, lors de la rencontre, avec des entreprises industrielles de Pointe-Noire afin de faciliter leur insertion professionnelle. A travers des ateliers ouverts sur la rédaction d'un curriculum vitae (CV), la construction du projet professionnel, la recherche d'emploi en ligne sur le site de recrutement emploi.cg, et la simulation d'entretien d'embauche, les jeunes se sont entretenus avec les professionnels des différents secteurs et le Bureau d'orientation et d'emploi du Centre, afin d'être accompagnés dans leur recherche d'emploi. En plus de ces ateliers, ils ont participé à une conférence sur le thème « Osez-vous lancer dans l'entrepreneuriat au Congo ».

Selon Stephen Kombo, conseiller formateur en entrepreneuriat à l'IECD, la particularité de l'édition 2022 est qu'elle a rassemblé des acteurs de l'entrepreneuriat pour présenter des alternatives à l'emploi salarié. « L'objectif est qu'au



sortir de ce forum, les jeunes entrepreneurs ou porteurs de projet puissent avoir une idée précise de l'auto-emploi ; que ces derniers comprennent qu'ils ne sont pas obligés de déposer les CV dans les entreprises pour se rendre utiles dans la société. L'entrepreneuriat est donc une valeur ajoutée pour la jeunesse en créant de la richesse à travers les activités génératrices de revenus. Le secteur commer-

cial n'est pas l'unique concerné, il faut également former et accompagner les entrepreneurs et porteurs de projet du secteur industriel qui se sentent parfois délaissés », a-t-il déclaré.

Répondant à la presse, Yves Ahner, délégué de l'IECD Congo, a signifié que la deuxième édition de ce forum représente un véritable succès. « Ce qui manque actuellement dans notre paysage, c'est notre rôle à nous de le dévelop-

per, je pense à l'humain et à l'économie. Nous avons rassemblé ici les différentes entreprises et les jeunes à la recherche d'emploi. Nous priorisons actuellement les secteurs de l'industrie et de l'énergie, ce sont ces secteurs qui intéressent les plus grandes entreprises. Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est créer des réseaux de communication pour que les personnes qui sont à la recherche d'un emploi com-

prennent mieux ce qu'attendent les employeurs et que ceux qui cherchent du personnel sachent aussi quelles sont les personnes qui sortent des écoles », a-t-il déclaré.

Une dizaine d'entreprises a participé à cette deuxième édition, la première ayant eu lieu en juillet 2021. L'IECD est un organisme de solidarité internationale présent au Congo depuis 2012. Il intervient en partenariat avec des institutions locales et avec des entreprises dans le domaine de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à la santé pour les personnes les plus vulnérables. Le projet Graines d'espérance, lancé à Pointe-Noire en 2020, offre une formation de qualité à des jeunes sans qualification afin qu'ils acquièrent un emploi durable dans des filières porteuses, et permet ainsi de répondre aux besoins en compétences des entreprises opérant dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie.

Séverin Ibara

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

## Près de trois cents femmes candidates formées aux techniques de communication

Des candidates aux élections législatives et locales dans les départements de Pointe-Noire, de la Bouenza, de la Lékoumou, du Kouilou et du Niari ont été formées sur les techniques de communication, du 13 au 14 juin, à Pointe-Noire, par le ministère chargé des questions de femmes.



Des femmes candidates pendant la formation/DR

Les femmes au Congo sont moins représentées à l'Assemblée nationale (11,25%), dans les conseils départementaux (18,08%) et dans les conseils municipaux (20,83%). La loi sur la parité leur accorde 30% de places dans les listes électorales.

Or, la gouvernance démocratique ne peut se réaliser sans la participation des femmes au niveau des instances politiques élues. Pour leur permettre d'occuper des fonctions électives à l'échelon local et national, le ministère de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement a organisé un atelier de renforcement des capacités des candidates aux élections législatives et locales de juillet prochain.

Une manière pour le ministère d'assurer la légitimité des femmes à représenter leurs compatriotes tout en leur apportant des informations utiles pour

qu'elles s'approprient les savoir-être et savoir-faire nécessaires à l'exercice de leur futur mandat. Ainsi donc, trois cents femmes venues des départements de la Bouenza, de la Lékoumou, du Kouilou, du Niari et de Pointe-Noire ont pris part à cette formation qui avait pour objectifs, entre autres, d'élargir le vivier de femmes qualifiées prêtes à mener une campagne électorale et à la remporter, de lever les obstacles de l'égalité de genre par l'adaptation du cadre légal des élections pour améliorer la participation des femmes aux élections et bien d'autres. Des mises en situation, des échanges, des exemples et partages d'expériences ont permis à ces candidates de se sentir légitimes, crédibles et visibles. Notons que cette activité a bénéficié de l'appui du Programme des Nations unies pour le développement.

Hugues Prosper Mabonzo

## COMMUNIQUÉ



Les enfants Elongo représentés par Joadel Eda Elongo Akoa et Dzessey Noedi Elongo Morin ; la famille paternelle représentée par Moïse Elongo et la famille maternelle représentée par Elenga Issele, Alphonse Elenga et Pierre Akouala rassurent et confirment aux amis et connaissances du maintien des cérémonies d'exhumation et de mise en terre de la dépouille du Dr Jean Didier Elongo.

Les événements se dérouleront selon le programme suivant :

- Lundi 20 juin 2022 : exhumation du corps à Pointe-Noire ;
- Mardi 21 juin : départ de Pointe-Noire pour Brazzaville ;
- Mercredi 22 juin : départ de Brazzaville pour le village Tongo, dans le district de Tchikapika ;
- Jeudi 23 juin : mise en terre et fin de la cérémonie.

## NÉCROLOGIE

Les familles Sombeyndza et Ibara, Emma Ossebi, Donald Okoko, Clarisse Okoko, Apendi et Elda Okoko ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, sœur, belle-fille et nièce, Norcia Péa Sombeyndza, survenu le 10 juin à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient à Brazzaville au domicile familial, rue Mbé n°371, à Ngamakosso (Réf : arrêt marché). A Pointe-Noire la veillée se trouve à Siafoumou, arrêt Manguier. La date et le programme des obsèques seront communiqués ultérieurement.





## COOPÉRATION

## Six nouveaux ambassadeurs accrédités au Congo

Six diplomates ont présenté leurs lettres de créance, le 16 juin à Brazzaville, au chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso. Celui-ci a réceptionné successivement Touré Maman, le nouvel ambassadeur de la Côte d'Ivoire; Javier Herrera Corona, le nouveau Nonce Apostolique; Minami Hiroyuki, le nouvel ambassadeur du Japon; Benoît-Pierre Laramée, celui du Canada ; Diallo Aguibou du Mali et Usama Tharwat Armanious Gad Elsayed de l'Égypte.

*Les Dépêches de Brazzaville*



Le président réceptionnant les lettres de créance de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire/DR

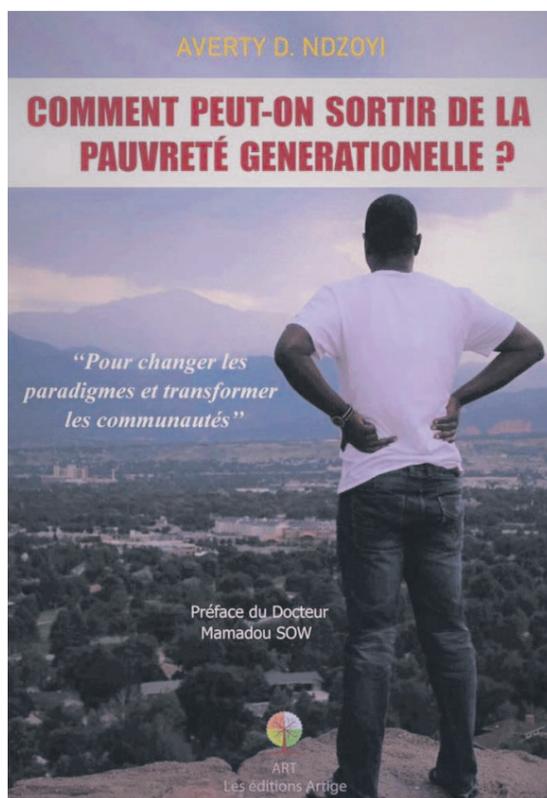
## PARUTION

## Averty D. Ndzoyi publie «Comment peut-on sortir de la pauvreté générationnelle ?»

L'ouvrage de 240 pages, paru aux éditions Artige, présente les paradigmes de la société africaine qui gardent les peuples dans une pauvreté perpétuelle. A travers ce livre, Averty D. Ndzoyi propose des solutions qui ont fonctionné pour beaucoup de personnes et pour lui-même.

Préfacé par le Dr Mamadou Sow, enseignant chercheur en histoire, archéologie, patrimoine à l'université Cheik-Anta-Diop de Dakar, avec l'avant-propos de la Canadienne Sylvie Gervais, coach professionnelle certifiée, formatrice et superviseuse de futurs coaches au Canada, l'ouvrage est écrit pour permettre à tout jeune africain de délier les ficelles qui empêchent son évolution.

«Comment sortir de la pauvreté générationnelle ? » revisite des thématiques actuelles, notamment l'agriculture, l'éducation, la santé, l'infrastructure, la politique, la sécurité. Il est un appel pour un sursaut individuel et collectif afin de couper les liens qui freinent le développement. Il est encore un cri de guerre pour alerter les jeunes contre la résignation, la nonchalance, la passivité, l'accoutumance, la peur d'innovation. Ce livre décrit, avec une pertinence qui rappelle les plus grands théoriciens de l'économie libérale, la pauvreté générationnelle dans la société africaine, en général, et dans les communautés rurales de la République du Congo, en particulier. L'auteur y expose les acquis économiques-culturels positifs tout en les améliorant par des vertus sociales et des valeurs d'éthique. Par ailleurs, Averty Ndzoyi décrit sans prendre de gants les tares qui bloquent le développement d'un peuple qui peuvent être environnementaux, cultu-



rels, individuels, collectifs. Pour résoudre l'énigme du développement, il sied, par conséquent, de traiter le problème à la base, dit-il. Préfaçant ce livre, le Dr Mamadou Sow souligne que dans le combat contre la pauvreté, l'intelligence, le réseau de relation de qualité, la patience, la formation occupent une place de choix dans le processus d'affirmation en soi. C'est une stratégie pour rompre avec les discours de victimisation et entreprendre. Il est nécessaire d'éviter certains comportements à risques : gaspillage, tabagisme, toxicomanie, tâtonnement, culture de la violence, suffisance, orgueil. Dans le pro-

cessus de sortie de la pauvreté, la communication positive, par opposition au bavardage, au verbiage, participe à l'enrichissement des compétences en toute responsabilité sans se lancer dans la provocation. Des leçons de bonne conduite sont passées en revue : assiduité, ponctualité, régularité, travail bien fait, responsabilité, respect des lois, explique-t-il.

#### Un livre qui replonge le lecteur dans les cultures locales

Pour le préfacier, ce livre replonge le lecteur dans les cultures locales fortement concurrencées par la mondialisation.

C'est une œuvre très documentée qui puise ses sources dans la littérature historique, économique, civilisationnelle de l'Afrique et du Congo. Averty Ndzoyi puise dans son vécu, sa culture des théories et des références pour combattre les stéréotypes qui freinent le développement. En fin économiste, il s'appuie sur des idées novatrices sorties de l'école africaine. Dans la désobéissance, Averty Ndzoyi trouve des points positifs pour couper le pont avec les marginaux qui bloquent le processus de changement mental, précise le préfacier.

Quant aux motivations qui lui ont poussé à écrire ce chef-

d'œuvre qui honore l'intelligence de la jeunesse africaine, Averty Ndzoyi répond : « Ce qui m'a motivé à écrire ce livre est le fait de travailler avec les autochtones. J'ai constaté qu'ils avaient des schémas mentaux dont ils pensaient, par exemple, que l'école n'était pas faite pour eux. Lorsque je participe à des différentes conférences où on parle des problèmes autochtones, la majorité de gens me dit toujours «Averty, tu devrais écrire un livre». C'est ça qui m'a motivé à l'écriture de ce livre ».

Averty Ndzoyi est à la base communicateur des entreprises, formé à l'Institut des hautes études de management et Institut supérieur de technologies industrielles en République du Congo. Fervent défenseur du leadership servant formé à l'Université de la Virginie, aux Etats-Unis, Averty Ndzoyi est le fondateur de l'Espace Opoko, une organisation de la société civile congolaise qui soutient l'éducation de la population autochtone. Actuellement responsable de la communication de l'entreprise canadienne Qualité extérieure, il est également Mandela Fellow 2015, sélectionné pour participer au programme Yali du président Obama pour les jeunes leaders africains. Il est membre de l'Institut Mandela pour les études de développement.

**Bruno Okokana**